

# MM. Sarkozy et Brown, voici les 50 milliards de dollars que vous cherchez!

La réunion annuelle du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE vient de se terminer à Paris le 16 avril 2004. L'ignominie y a rejoint l'avarice, le tout dans un climat plutôt morose. Afin de fournir un bilan présentable à l'opinion publique, les gouvernements des pays de l'OCDE membres du CAD (ils sont 22) ont truqué les comptes aussi vulgairement que les dirigeants d'Enron ou de Parmalat.

Pour pouvoir affirmer que leur aide publique au développement (APD) augmentait, les autorités de Washington y ont inclus deux milliards de dollars versés pour la reconstruction de l'Iraq. En réalité cette APD constitue une aide publique aux industries exportatrices étatsuniennes. C'est avec ces deux milliards de dollars que l'on paiera les travaux de reconstruction réalisés par les firmes Bechtel, Halliburton et autres transnationales nord américaines. Le gouvernement de la Belgique a fait également très fort: l'APD belge a augmenté de 43,2% parce que l'on y a compté l'annulation des dettes de la RD du Congo envers la Belgique. En réalité, pas un euro supplémentaire n'aurait été versé à la RDC en conséquence de cette opération puisqu'il s'est agi d'effacer dans les livres de compte du Trésor belge des dettes contractées par Mobutu. Dettes qui n'étaient plus honorées depuis longtemps. Le coût d'une opération d'assainissement de la comptabilité de l'Etat belge est assimilée à de l'aide publique au développement. N'est-ce pas inquiétant ? Quant aux autorités françaises, elles ont fait de même en comptabilisant dans l'APD les allègements de dettes qu'elles ont accordées aux pays pauvres très endettés. Cela permet au gouvernement français de dire que l'APD a augmenté de 9,9%. Selon le communiqué du CAD de l'OCDE : " Le volume de l'aide s'est accru de 11 % au total au cours des deux années écoulées après avoir décliné pendant toute une décennie " (c'est nous qui soulignons). Le communiqué reconnaît que c'est nettement insuffisant : " Il faudra néanmoins aller beaucoup plus loin dans cet effort pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) fixés par les Nations Unies à l'horizon 2015, et notamment réduire de moitié la proportion de la population vivant dans la pauvreté, faire reculer les taux de mortalité maternelle et infantile et donner aux enfants, filles et garçons, accès à l'éducation " .. C'est pourquoi une semaine plus tôt, lors d'une réunion à Paris le 8 avril 2004, la France et la Grande-Bretagne ont proposé une formule pour trouver 50 milliards de dollars supplémentaires.

Peu après la nomination de Nicolas Sarkozy, le nouveau ministre français de l'Economie et des Finances, la France et la Grande-Bretagne ont présenté à Paris en ce début avril un projet destiné à apporter aux pays du Sud les 50 milliards de dollars qui manquent toujours pour financer les Objectifs de développement du millénaire (succinctement, réduire la pauvreté de moitié entre 2000 et 2015). Même si ces objectifs sont devenus une référence pour les politiques de développement, il semble évident qu'il ne faut surtout pas s'en contenter. En effet, pour permettre enfin la garantie universelle des droits humains fondamentaux, un changement complet de logique est indispensable, afin de transformer l'ensemble du système économique actuel, responsable structurel du creusement des inégalités dans le monde. Pour cette raison, ce projet franco-britannique ne peut apporter de solution durable et équitable au problème du financement du développement. Mais où trouver les sommes nécessaires ? (...)

Suite de l'article : [radiochango.com](http://radiochango.com)

*Par*

**Publié sur Cafeduweb - Archives le samedi 1 mai 2004**

Consultable en ligne :

<http://archives.cafeduweb.com/lire/4405-mm-sarkozy-brown-voici-les-50-milliards-dollars-vous-cherchez.html>